

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pili fermé : 27 F et 14 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

12^e ANNEE — N° 166
11 au 24 février 1974
LE NUMERO : 0,80 F

A bas l'intérêt national et ses laquais !

Vive la guerre de classe !

PROLETAIRES, CAMARADES !

Après plusieurs dizaines d'années de propagande mensongère, voilà que s'écroulent les mythes de la « société du bien-être », du « progrès des peuples », de la « coopération internationale », dont le capitalisme s'était servi, avec l'appui des partis nationaux-communistes et socialistes, pour duper le prolétariat mondial, capter sa confiance et obtenir sa collaboration.

Sur votre avenir planent à nouveau les menaces que vous aviez cru éloignées pour toujours : le chômage (4 millions de sans-travail prévus pour l'Europe industrielle en 1974, plus d'un million et demi en Angleterre en l'espace de quelques semaines), la chute du pouvoir d'achat des salaires et la baisse du niveau de vie, l'incertitude du lendemain, la misère, la faim. L'inflation galopante, la soi-disant crise énergétique, la hausse vertigineuse des prix des matières premières et des produits alimentaires, suffisent à ruiner les théories du développement capitaliste sans crise : dans la réalité quotidienne, c'est la crise sans développement. Chaque Etat abandonne sans regret ses alliés de la veille (voir le chantage exercé par les USA sur l'Europe), passe l'éponge sur des « divergences idéologiques » que des dizaines d'années de propagande présentaient comme insurmontables (voir les rapprochements entre les USA et la Chine, les USA et Cuba), conclut des accords avec des ennemis séculaires (cf. la nouvelle amitié sino-japonaise) ; chacun espère ainsi — en vain — échapper à une crise qui, contrairement à ce que voudraient vous faire croire la bourgeoisie, les syndicats et les soi-disant partis ouvriers, ne dépend ni de l'avidité des émirs arabes, ni de la voracité des monstrueuses « sociétés multinationales », ni de l'incapacité des ministres et des gouvernements ou de la myopie des « experts », mais DES LOIS INELUCTABLES ET IMPERSONNELLES DU CAPITAL : ne pouvant vivre sans profit, celui-ci crée un excédent de marchandises et de capitaux qui ne trouvent pas de débouchés sur les marchés mondiaux, et contraint ainsi les puissances impérialistes à la guerre commerciale d'abord, puis à la guerre militaire pour s'accaparer ces marchés — et dans cette guerre, c'est VOUS qui serez appelés à combattre.

Il y a bientôt 30 ans, c'était au nom de la « reconstruction de la patrie » que vos maîtres et leurs partis politiques, au premier rang desquels se trouvaient ceux qui prétendent vous représenter, vous avaient demandé de nouveaux sacrifices — après tous

ceux que vous avaient imposés la faim, la misère, la guerre — en vous faisant croire à un avenir meilleur. Aujourd'hui comme hier, devant la crise qui s'abat à nouveau sur un système qui ne repose que sur votre exploitation, les syndicats et les faux partis ouvriers se serrent dans chaque pays autour de leur bourgeoisie, implorent des mesures impossibles comme le « contrôle des prix » ou la « garantie de l'emploi », réclament un « nouveau type de développement », proposent toutes sortes de « réformes de structures » mirobolantes, d'« investissements productifs » et de « nationalisations démocratiques » dans le seul espoir de sauver l'ECONOMIE NATIONALE, qu'ils veulent faire passer pour un bien commun aux exploités et aux exploités.

En fait, aujourd'hui comme hier, les seules mesures que le capitalisme soit capable de prendre aux premiers signes de récession, ce sont celles dont la classe ouvrière fait les frais : licenciements, accélération des cadences pour augmenter la productivité et rendre les marchandises plus compétitives, augmentation de la durée du travail par des heures supplémentaires, blocage des salaires, autrement dit aggravation de l'exploitation.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Aujourd'hui plus que jamais il faut briser le joug qui vous opprime, serrer les rangs et lutter ensemble pour la défense de vos conditions de vie et de travail, en revendiquant :

— De fortes augmentations de salaires pour combattre la hausse considérable du coût de la vie et vous défendre contre les heures supplémentaires auxquelles vous êtes obligés de vous soumettre des couches de plus en plus vastes de travailleurs ;

— Le salaire intégral pour les chômeurs et les ouvriers licenciés, exclus de la production non pas « parce qu'ils n'ont pas envie de travailler », mais parce que le capital l'impose ;

— Le salaire intégral pour les retraités, pressurés jusqu'à la dernière goutte par le capitalisme, condamnés maintenant à vivre dans des conditions misérables ;

— La réduction draconienne du temps de travail à salaire égal.

Ce sont là des conquêtes contingentes, et tant que le prolétariat ne s'est pas emparé du pouvoir politique, elles sont destinées à être balayées un jour ou l'autre par le capitalisme. Mais ce n'est qu'en luttant pour ces

revendications que la classe ouvrière pourra éviter de se laisser écraser en silence et en courbant l'échine, et pourra retrouver cette solidarité entre tous les exploités sans laquelle il est impossible de dépasser la pure lutte de défense économique, pour passer à la lutte politique, c'est-à-dire la lutte pour la destruction révolutionnaire du régime du travail salarié.

PROLETAIRES, CAMARADES !

La trahison renouvelée des syndicats et des faux partis ouvriers, qui prodiguent des conseils pour sortir de la crise et invitent le gouvernement — le gouvernement de la bourgeoisie ! — à défendre l'intérêt national, prouve une fois de plus que ces infâmes renégats ont enterré le cri de guerre du prolétariat révolutionnaire :

LES OUVRIERS N'ONT PAS DE PATRIE !

LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES, ILS ONT UN MONDE A GAGNER !

La crise sociale du capitalisme est internationale : le prolétariat doit y répondre internationalement. Les chômeurs et les salariés de tous les pays, qu'ils soient français, allemands ou portugais, anglais, japonais ou algériens, sont unis par les mêmes intérêts de classe et partagent le sort de leurs camarades du monde entier : ILS N'ONT AUCUN INTERET LOCAL OU NATIONAL A DEFENDRE.

LUTTER POUR LA DESTRUCTION DU CAPITALISME, OU PERIR DANS SES CONTRADICTIONS : il n'y a pas d'autre issue.

Le prolétariat mondial doit reconquérir ses traditions, son programme, et reconstituer l'arme de son émancipation :

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

C'est quand la vague de la crise submerge les illusions du capital et les mensonges de la démocratie que les positions qu'ont toujours défendues les vrais militants communistes trouvent leur plus éclatante confirmation :

GUERRE DE CLASSE !

REVOLUTION ET DICTATURE REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT !

TRANSFORMATION REVOLUTIONNAIRE DE LA SOCIETE !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

JUSTICE ET TERREUR

Le récent procès de policiers poursuivis pour avoir exercé, en marge d'une manifestation, des violences sur des jeunes gens, a donné une fois de plus l'occasion à tous les bons et vrais démocrates de voler au secours de l'Etat bourgeois en faisant semblant de l'attaquer. Qu'il s'agisse de tortures en Algérie, de massacres au Chili, de fusillade chez Peugeot ou de simples brutalités policières rue Mademoiselle, leur méthode est toujours la même : ils dénoncent ces agissements comme « contraires à la mission » de l'armée ou de la police, et en appellent à l'Etat et à la Justice (au besoin à la Justice des Nations) pour châtier les coupables. Même présentée de façon virulente contre l'Etat, cette exigence contribue en réalité à le défendre contre la seule force capable de faire reculer la terreur blanche : le prolétariat.

D'abord, il n'est pas vrai que le rôle de la police soit d'aider les enfants à traverser les rues, et celui de l'armée de protéger « la nation » contre les autres nations. Le rôle de la force armée de l'Etat, du garde-champêtre à l'armée en passant par la police et la gendarmerie, c'est avant tout de maintenir un certain ordre social. L'ordre bourgeois en l'occurrence, l'ensemble des règles et des rapports sociaux qui correspondent aux exi-

gences du mode capitaliste de production, mais que la bourgeoisie présente comme les règles universelles et naturelles de toute vie sociale.

— vol simple : 18 mois ;
— même modèle avec effraction : 3 ans ;
— supplément pour coups et blessures : 1 à 2 ans, etc., etc...

Par ce petit jeu, la Justice, c'est-à-dire l'Etat, se pose en arbitre des rapports sociaux, arbitre impartial chargé, sinon de « récompenser les bons », du moins de « punir les méchants », de les faire payer au prorata de leur faute. Et, grâce à l'hypocrite séparation des pouvoirs, cette Justice peut se prendre pour Dieu le Père ou La Morale incarnée, et oublier que tout son appareil, du dernier indicateur aux juges suprêmes, de la cellule du commissariat aux centrales et à la guillotine, n'est qu'un énorme instrument d'intimidation, une formidable force de dissuasion avant même d'être un instrument de répression actif.

Or, si en temps « normal » cette force suffit à contenir dans des limites acceptables les infractions à l'ordre bourgeois, il n'en est plus de même lorsque les crises et les antagonismes sociaux éclatent violemment. Lorsqu'au lieu d'un petit cambrioleur ce sont des milliers de grévistes qui menacent la sainte propriété, lorsqu'au lieu d'un ivro-

(Suite page 2.)

DANS CE NUMERO :

- Contre l'indifférentisme dans la question nationale.
- Réunion générale du Parti.

gences du mode capitaliste de production, mais que la bourgeoisie présente comme les règles universelles et naturelles de toute vie sociale.

Dans les périodes de relative stabilité sociale et de paix entre les classes, quand le prolétariat subit sans trop rechigner son oppression et son exploitation, les manquements à l'ordre bourgeois sont relativement rares. Ces infractions individuelles, l'Etat bourgeois se donne le chic de les réprimer en Juge - impartial - au - dessus - de - la - mêlée. Les rapports sociaux

PAIX IMPÉRIALISTE

Il y a un an, sous le signe de la « détente internationale », la fin de la guerre du Vietnam était proclamée à grand renfort de publicité. La longue lutte des masses populaires vietnamiennes sur le front anti-impérialiste (contre les Japonais et les Français d'abord, les Américains ensuite) et sur le front anti-féodal au sens large, qui avait réussi à tenir contre le gendarme mondial, les USA, avait dû subir la pression contre-révolutionnaire convergente des accords russo-américains et de l'entente sino-américaine.

Les brigands impérialistes et leurs valets fêtaient cette « paix » comme l'aube de la « concorde nationale » et le prélude à la « reconstruction ». La Russie, la Chine et tous les partis opportunistes saluaient comme une « victoire » le maintien de la chape de plomb du statu-quo international.

Aujourd'hui, nous dit Le Figaro du 30-1, la guerre — bien que « limitée » et sans offensives généralisées — fait rage avec plus de 50.000 morts en un an. Le Monde du même jour annonce que Saïgon reconnaît, dans ses seuls rangs, près de 14.000 morts, 60.000 blessés et 4.000 disparus. Côté GRP, on annonce 312.000 violations du cessez-le-feu.

Sur une population totale de 18 millions d'habitants, l'impérialisme US maintient matériellement et financièrement une armée contre-révolutionnaire de plus d'un million d'hommes, dans un pays où la dégradation économique est vertigineuse, où la décomposition sur place de la vieille société atteint des niveaux qui, sans l'intervention de l'impérialisme, auraient mené depuis longtemps à la victoire de la révolution démocratique.

Le poids contre-révolutionnaire que l'impérialisme exerce avec plus ou moins de succès sur les peuples mûrs pour les transformations nationales — révolutionnaires dans les aires arriérées ne peut pas ne pas provoquer réciproquement la constitution d'immenses réserves d'énergie potentielle qui, dans l'avenir, se transformeront en énergie cinétique avec d'autant plus de violence qu'elles auront été comprimées plus longtemps.

Plus forts seront les coups portés par le prolétariat révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie dans les métropoles, plus grands seront les craquements de la domination impérialiste, et plus puissante sera la libération de cette énergie révolutionnaire dans les aires « impures » ; plus forte sera cette libération, plus elle pourra contribuer — en présence du mouvement communiste international reconstitué — à la révolution prolétarienne mondiale et à la destruction définitive du capitalisme.

La première partie de ce compte rendu a paru dans Le Proletaire n° 165.)

A ce point de l'exposé, le rapporteur a mis en parallèle le diagnostic de Trotsky et celui qui contenait un bref article paru quelques mois avant dans *Rassegna Comunista*, organe théorique du Parti Communiste d'Italie pour montrer une fois de plus que, lorsqu'on parle du bolchevisme et de notre courant, il ne s'agit pas de deux phénomènes distincts qui, par on ne sait quelle heureuse conjonction des astres, se seraient miraculeusement rencontrés au firmament de l'histoire, mais de deux aspects d'une seule et même dérivation et application dans la continuité du patrimoine invariant de la doctrine marxiste. Dans cet article, avant tout, on n'hésite pas à déclarer que les perspectives révolutionnaires se sont temporairement assombries; mais on n'en déduit ni que la condamnation historique du mode de production capitaliste et de la domination bourgeoise ait été démentie, ni la lâche justification d'un repli sur une position de légalisme servile. En second lieu, on met clairement en évidence le fait que la férocité de la classe déclinante (faite d'astuce consommée et d'une expérience séculaire dans l'art de gouverner et de tromper), cette férocité barbare croît en raison inverse de la décomposition du mode de production et d'appropriation des produits; le fait que l'impérialisme signifie non pas un phénomène nouveau et différent du capitalisme tel qu'il est né, « suant le sang et la boue par tous ses pores », mais l'exacerbation de ses caractères d'oppression et d'exploitation brutales, et de l'usage alternatif et simultané de la matraque et de l'arme plus voilée et subtile du mensonge démocratique.

Il n'y a pas de contradiction entre ces deux « visages » du capitalisme agonisant, pas plus qu'il n'y a de contradiction entre l'agonie d'un corps miné par les années et sa tenace et rageuse résistance à la mort — raison de plus pour opposer à un monstre aussi extraordinairement vivace, même au moment où l'histoire le rend vulnérable, la force organisée et armée de la classe dont la mission est de l'abattre et de l'enterrer à jamais.

La convergence entre les points de vue apparaît encore plus clairement si l'on considère les

RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI

déductions que Trotsky — et avec lui Lénine, Zinoviev, Radek, Boukharine, c'est-à-dire toute la vieille garde bolchévique — tire de l'analyse de la situation mondiale et de ses développements apparemment contradictoires, contre la légèreté et la démagogie de la fausse gauche, et la lâche résignation de la vieille droite.

L'avertissement sévère qui ressort du premier grand discours de Trotsky au IIIe Congrès n'est pas (comme l'ont répété jusqu'à la nausée ceux qui avaient besoin d'un alibi pour désertir le combat communiste, et qui osaient accuser Lénine et Trotsky de ... passage à la droite) l'avertissement de quelqu'un qui, parce qu'il voit les perspectives de la longue bataille évoluer dans un sens moins favorable qu'on ne le prévoyait un an auparavant, jette les armes et se rend — et se rendre n'aurait pu signifier que jeter un nouveau pont entre le communisme et la social-démocratie et le centrisme, dans la panique du « sauve-qui-peut ». Au contraire! La guerre sainte des prolétaires contre les bourgeois a subi un coup d'arrêt; la victoire, qui semblait proche, s'est éloignée dans le temps. Soit. Ce n'est pas une raison pour que l'armée mondiale du communisme capitule devant qui que ce soit, pas plus que l'Armée Rouge n'avait de raisons de s'incliner devant la force momentanément supérieure de l'ennemi pendant trois ans de fulgurante épopée.

La guerre a ses moments d'attaque et de repli, d'offensive et de défensive, inévitables les uns comme les autres, féconds les uns et les autres dans la perspective de la victoire finale. Qui nie l'offensive par principe est un traître, déclare Trotsky, et Lénine lui fera écho immédiatement après; mais qui ne jure que par l'offensive à tout moment, à tout prix, à tout degré de préparation, est un pauvre d'esprit. De la tribune du IIIe congrès mondial, par la bouche de l'homme que les jeunes militants occidentaux, enthousiastes mais inexpérimentés, étaient venus admirer « l'épée à la main », on entendit affirmer que l'épée ne servait à rien, et particulièrement à la tête d'une armée en guerre, si l'on oubliait les chaus-

sures, les capotes et les gamelles des soldats, si l'on n'étudiait pas avec une froideur égale à la passion les rapports de force entre l'ennemi et nous; si l'on n'organisait pas les arrières avec la même minutie que l'on déploie les premières lignes; si, avant tout, on ne se préoccupe pas d'obtenir pour les bataillons en armes l'appui, la sympathie, l'enthousiasme des non-combattants.

C'est la préparation révolutionnaire qui urge, et celle-ci a pour première condition l'expulsion de nos propres rangs des propagandistes et des théoriciens de la capitulation et de la défaite: réformistes, centristes et leurs partisans; mais cette épuration, pour ne pas tourner au sport commode, doit avoir pour inévitable et nécessaire prolongement la conquête d'une influence toujours plus large parmi les ouvriers et les paysans pauvres encore soumis par inertie historique à l'action de frein et de sabotage de ces propagandistes et de ces théoriciens. La défensive aussi — pourvu qu'elle ne soit pas érigée en idéal, mais comprise et mise en valeur comme un moment de la contre-attaque finale — a sa force: une force essentiellement morale, qu'il s'agit de mettre à profit pour gagner à soi, au parti de la révolution, les masses ouvrières.

Juillet 1917 en Russie avait été une tentative prématurée, une « action de mars » avant la lettre; la grandeur du parti bolchevique fut de le transformer en une tentative victorieuse à peu de mois de distance. Interprètes non des intérêts de « leur » révolution, mais de la révolution mondiale sans laquelle la révolution russe était destinée à périr, les bolcheviks avertirent les représentants d'une Europe centrale et occidentale qui, dans les trois années d'après-guerre, avait subi une hémorragie héroïque mais funeste: nous ne voulons plus d'autres Juillets, nous voulons enfin un Octobre!

C'est là le sens de l'avertissement, dur comme il doit toujours l'être dans le style des communistes, qui ressortait du IIIe congrès: vous n'êtes pas encore complètement débarrassés du poids centriste et so-

cial-démocrate, jetez-en les derniers restes: mais apprenez dès aujourd'hui comment on prépare les conditions de la victoire finale, durement, dans la vie de tous les jours, dans des tâches qui n'ont rien d'héroïque ni de romantique, mais qui font la véritable force des armées en lutte contre tout autre chose que le moulin à vent classique; ne croupez pas dans les délices de Capoue des paladins de la « défensive coûte que coûte », mais ne vous épuisez pas non plus dans le Donquichottisme des paladins de « l'offensive à tout prix ». La force du parti révolutionnaire de classe est dans la fermeté de ses barrières théoriques, programmatiques et organisationnelles, mais c'est une force qui se transforme en faiblesse si elle n'est pas employée pour conquérir la plus large influence sur des masses qui ne seront cependant avec nous, dans nos rangs, qu'après la révolution.

Qu'avions-nous écrit d'autre, précisément pour préparer le IIIe Congrès et en polémique presque trop ouverte avec les déviations dans le parti allemand, dans notre texte *Parti et action de classe*? Que faisait d'autre le Parti italien, dans la lutte dont il ne cachait pourtant pas la nature défensive, contre les fascistes et les forces de l'ordre de l'Etat démocratique? dans le combat contre leurs laquais social-démocrates? et dans cette autre lutte, plus lente, moins enthousiasmante, moins « héroïque », mais tout aussi vitale, pour la défense des conditions de vie et de travail des ouvriers, pour l'unité syndicale, pour le front unique en tant que tactique qui, loin d'exclure une délimitation rigide par rapport à toutes les autres formations dites ouvrières, est la condition sine qua non de notre victoire sur elles et de la destruction de leur mortelle influence léthargique et conciliatrice sur les masses.

Les historiens qui, forts de l'ignorance générale et de leur impunité particulière, se délectent du fameux étrillage de Terracini par Lénine pendant les séances du IIIe Congrès, devraient au moins, ne serait-ce que pour leur gouverne personnelle, lire non seulement nos déclarations officielles d'alors — ce

serait encore peu — mais le livre ouvert de l'activité développée par le Parti Communiste d'Italie dirigé par notre courant sur le triple front de la défense économique, de la défense armée et de la bataille anticentriste et anti-réformiste; ils pourraient constater, avec mille preuves à l'appui, que nous condamnons le putschisme exactement comme le condamnaient les bolcheviks; que nous n'érigeons jamais en principe la stupide théorie de l'attaque permanente, mais ne donnons jamais non plus notre aval à la trahison que représente la théorie opposée, selon laquelle la défense exclut l'offensive, au lieu de tendre, en dernière analyse, à la rendre possible dans les meilleures conditions et sur l'échelle la plus vaste; ils y verraient aussi la preuve que nous n'avions pas déduit de notre défiance pour la formule de la conquête de la « majorité de la classe ouvrière », avec ses relents démocratiques, la stupide théorie que le parti, qui est toujours un minorité de la classe, doit s'enfermer dans une tour d'ivoire qui le voue à devenir ... le vaincu de la révolution, et avec lui la classe ouvrière qu'il prétend défendre. La dernière partie du rapport a illustré, en partant d'un cas nettement moins important et décisif que celui de l'Allemagne, à savoir les vicissitudes du parti français, notre bataille tenace, sous le drapeau de l'Internationale, pour défendre justement les points pratiques et de principe du IIIe congrès: cette bataille a été mise en relief par le discours de notre représentant au Ier Congrès du P.C. français (Marseille, décembre 1921), où Moscou l'avait envoyé avec le Polonais Walecki, et avec les comptes rendus d'une réunion tenue à huis-clos pour imposer au parti français les deux principes cardinaux du front unique (délimité avec une clarté plus grande que le Komintern lui-même ne semblait l'avoir fait) et de la centralisation organisationnelle.

Cet aspect que nous nous contentons d'évoquer ici, mais qui a été développé dans le rapport avec de larges citations, devra être approfondi et complété dans les prochaines réunions générales du parti, auxquelles l'organisation a déjà été mise partiellement en état de se préparer à travers des indications bibliographiques et le recueil de textes et d'extraits utilisés ou à utiliser par la suite.

JUSTICE ET TERREUR

(Suite de la page 1)

gne brailard ce sont des dizaines de milliers de manifestants qui occupent la rue, la balance de précision de Thémis se trouve coincée. L'appareil judiciaire laisse tomber son visage moral et assume celui de la terreur. La police cesse d'être « judiciaire » et de chercher le « vrai coupable », elle cherche ouvertement à intimider, à faire peur, à terroriser par tous les moyens, pour sauver l'Ordre.

Alors, l'Etat se moque ouvertement de la savante comptabilité des responsabilités et des peines. Qu'importe que le matraquage soit proportionnel à la manifestation ou non; qu'importe que la grenade tombe sur un militant ou sur un badaud; qu'importe que la balle tirée dans la foule frappe un révolutionnaire ou un enfant: c'est la masse qu'il s'agit de terroriser! Et on y parvient aussi bien en frappant des « innocents » que des « coupables ».

Un exemple historique de cette fonction a été donné par le saint homme qui dirigeait la Croisade contre les Albigeois. Devant une église où des hérétiques et des bons catholiques s'étaient réfugiés pêle-mêle, il n'a pas hésité: « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens! ». Celui-là savait et avouait qu'il n'était pas là pour récompenser les bons et punir les méchants, mais pour terroriser. Et si, comme l'affirment nos démocrates, lors des manifestations de mai 68 les CRS cognaient sur d'innocents promoteurs et tiraient des grenades lacrymogènes dans de paisibles cafés, ils accomplissaient bel et bien leur véritable fonction. Tout comme l'accomplissaient ceux qui, dans les commissariats ou ailleurs, brutalisaient leurs prisonniers au mé-

pris des « droits démocratiques », et au lieu de respecter leur « dignité humaine » essayaient de l'écraser avec leurs matraques. Car un des aspects de leur fonction c'est, précisément: faire peur!

Même si cela semble paradoxal, les clameurs outrées des démocrates contribuent à assurer cette fonction. Car ce qui ressort généralement de ces clameurs, ce n'est pas l'indignation, la haine, la volonté de rendre coup pour coup, mais une **trouille intense**. Et l'étalage complaisant, la description tremblante des brutalités, des viols, tortures ou massacres, ne vise pas à provoquer la riposte, elle tend à répandre et généraliser cette trouille. Mais lorsque notre démocrate ne parvient pas à faire partager sa peur, il n'en reste pas là.

L'indignation, la colère, la haine, la volonté de vengeance suscitées dans les masses par cette terreur bourgeoise, il tend à la détourner de son véritable objectif, l'Etat bourgeois avec toutes ses institutions, pour la dériver sur des sous-fifres. Non content de revendiquer la « vraie police », la « vraie armée », les « vrais CRS » (institués sous Thorez!) au service de la nation, de la démocratie et des libertés, au moment même où se manifeste leur fonction terroriste, il en appelle à l'Etat bourgeois lui-même pour punir ce qu'il considère comme des « abus » ou des « excès ». Il cache le rôle terroriste de l'Etat et de la Justice, en leur demandant de juger et de châtier l'action terroriste de leurs exécutants.

Lorsque cela est possible, l'Etat

ne demande pas mieux que de remettre le masque du Juge-audessus-des-classes, du défenseur impartial du Droit. Mais il ne le peut pas toujours, de crainte de ramollir le bâton qu'il doit encore brandir pour tenir les prolétaires en respect. Dans ces cas, à la stupeur du démocrate, les procureurs ne poursuivent pas, les juges ne condamnent pas, les préfets de police et les ministres ne sanctionnent pas les « excès de la police », pardon, « de certains policiers qui déshonorent... leur noble fonction. »

Alors, le démocrate ne se sent plus, et montre tout ce dont il est capable. Il fulmine, il vitupère, il tonne. Contre l'Etat et sa Justice, contre la domination bourgeoise? Dieu garde! Il fulmine contre telle forme de la domination bourgeoise, pour mieux mettre cette domination elle-même hors de cause. Il vitupère contre les magistrats, pour mieux mettre la Justice hors de cause. Il tonne contre le gouvernement, pour mettre l'Etat hors de cause, pour placer l'Etat et sa Justice au-dessus des classes, pour les préserver de la haine et des coups de la classe opprimée.

Dans l'immédiat, d'ailleurs, même s'il a parfois des difficultés pour maintenir l'Ordre, l'Etat bourgeois n'est pas vraiment menacé par le prolétariat. Mais nos démocrates ne travaillent pas seulement pour l'immédiat. Comme nous, ils préparent l'avenir, mais dans un sens opposé. Nous, communistes, nous expliquons que le prolétariat ne peut s'émanciper, détruire les rapports capitalistes de production et instaurer la société sans classes, qu'en détruisant tout l'appareil d'Etat bourgeois. Car cet Etat est le rempart qui protège le capital et ses

rapports sociaux, et plie le prolétariat sous l'exploitation. Mais s'il est nécessaire de détruire cet Etat vénéré par les démocrates, cela ne suffit pas. Le prolétariat devra imposer à la bourgeoisie et aux classes moyennes l'abolition des rapports mercantiles et du salariat. Et il ne pourra vaincre, briser leur résistance inévitable, qu'en leur dictant sa loi, en les terrorisant!

Nous revendiquons la Terreur révolutionnaire contre la bourgeoisie et ses alliés. La Terreur Rouge, qui n'est liée par aucun Droit ni aucune Justice soi-disant au-dessus des classes, mais qui exprime la volonté et l'action révolutionnaires du prolétariat devenu classe dominante, sa lutte pour détruire malgré leurs défenseurs les rapports de production qui sont à la base de l'existence et de l'antagonisme des classes.

Or, en condamnant la terreur bourgeoise au nom de la Démocratie, de la Justice, etc., c'est notre terreur de demain que les démocrates condamnent et combattent d'avance! Alors que l'Etat enchaîne les prolétaires par la force, les démocrates veulent les enchaîner par le droit, non seulement aujourd'hui mais aussi demain.

Face à la terreur blanche, la revendication démocratique est défaitiste, pour l'immédiat comme pour l'avenir. La légitime fureur suscitée par cette terreur bourgeoise, le prolétariat doit la tourner contre son véritable organe, l'Etat capitaliste. Il doit lui répondre par sa haine et par sa lutte de classe et, comme Marx à ses juges, lancer à la face de l'Etat bourgeois, de ses sbires et de ses laquais démocrates: **Nous ne vous demandons ni Justice, ni pitié; n'en attendez pas non plus de nous demain!**

Les larbins au travail

Nous avons rapporté dans Le Proletaire n° 164 une intervention de nos camarades dans un supermarché de la banlieue lilloise lors de la grève du 6 décembre. Depuis, les bonzes de la CGT, de la CFDT et du « syndicat maison » n'ont pas été en reste pour donner au patron toutes les garanties possibles de leur « loyauté ».

Ces larbins n'ont pas levé le petit doigt pour défendre les ouvriers licenciés à la suite de la grève. Ils ont donné leur bénédiction à l'exigence du patron de travailler le samedi et le dimanche pour l'inventaire de fin d'année, et l'un de ces « délégués ouvriers » est allé jusqu'à couvrir honteusement l'exploitation capitaliste en garantissant au patron qu'il était possible d'utiliser un monte-charge sans sécurité, et en rendant les travailleurs responsables d'éventuels accidents.

Le comble de la servilité a été atteint quand le patron, en réaction au tract diffusé par nos camarades, a invité les « délégués » à faire une intense propagande contre le tract et à informer les travailleurs qu'une récompense était promise à tous ceux qui donneraient des renseignements sur Le Proletaire: ces laquais ont en effet répondu favorablement à cette offre de délation, et ont participé eux-mêmes à ce travail de police!

Gageons que le moment venu, ces gens-là seront traités par les travailleurs comme ils le méritent!

Contre l'indifférentisme dans la question nationale et coloniale

Ce bref mais dense résumé de la réunion générale de Turin de juin 1958 complète utilement les textes publiés dans les numéros 164 et 165 du *Proletaire* pour donner un aperçu du travail de restauration des positions marxistes accompli par notre parti dans la question nationale et coloniale. Paru à un moment où aux explosions révolutionnaires de l'Orient « arriéré » contre l'impérialisme et les pouvoirs réactionnaires locaux répondait, dans les métropoles, le silence et même l'hostilité des partis opportunistes, dans une situation générale de passivité prolétarienne, le texte montre de façon particulièrement nette et tranchante que, loin de constituer une réponse à la trahison du stalinisme, l'indifférentisme des groupes qui se disent proches de nous, mais nient de manière absolue que la bourgeoisie et les couches infra-bourgeoises puissent avoir encore dans certaines parties du monde une fonction révolutionnaire, se rattache à une incompréhension du matérialisme historique et de la perspective marxiste de la révolution double ; cette incompréhension leur interdit de tirer les leçons de la contre-révolution, de comprendre le réveil des peuples coloniaux, et de préparer la reconstitution du parti mondial du prolétariat. Ouvrieriste et antidéterministe en doctrine, l'indifférentisme converge en politique avec le racisme, le stalinisme et le bas-trotskysme, qu'il croyait pourtant combattre.

L'ERREUR DE PRINCIPE

Cette erreur consiste à nier de manière absolue et anti-historique que la bourgeoisie puisse encore avoir une fonction révolutionnaire dans certaines parties du monde, et que cette révolution de classe puisse être une étape nécessaire vers le socialisme prolétarien. Il ne s'agit absolument pas d'une question d'appréciation des situations, mais d'une question de principe. La doctrine marxiste du déterminisme économique s'applique à toutes les classes sociales, dont la succession se fait selon un rythme différent dans les divers continents et chez les différents peuples. Nier ceci ne serait pas le fait d'un internationalisme conséquent, mais d'une incompréhension de la dialectique historique. Marx a expliqué dans des textes indiscutables que de véritables luttes de classes se développaient dans tous les pays coloniaux contre les formes précapitalistes, et que le prolétariat blanc devait les soutenir et les utiliser ;

bien plus, il considérait que la révolution pourrait prendre appui sur les luttes d'indépendance de la bourgeoisie libérale en Europe centrale, luttes auxquelles 1848 n'avait pas donné de conclusion historique ; et ceci n'était nullement en contradiction avec le fait et la doctrine de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie industrielle, et du caractère international de cette lutte également du point de vue de l'organisation en parti. Cette phase se termina, pour cette aire géographique, avec la Commune de Paris ; mais pour la Russie elle était encore ouverte en 1917, tandis que pour l'Asie et les peuples de couleur elle est encore ouverte aujourd'hui.

Il ne s'agit pas seulement de la fonction historique révolutionnaire de la bourgeoisie, mais aussi des classes qui, n'étant pas une force autonome, sont remorquées par elle et lui font cortège. Les paysans dans les campagnes et

surtout les artisans et les intellectuels dans les villes luttent aux côtés de la bourgeoisie contre l'Ancien Régime dans la révolution libérale-nationale, et tant que ce cycle historique n'est pas achevé, le prolétariat naissant doit entrer dans cette lutte avec toute son énergie révolutionnaire, pour en projeter l'épilogue vers sa victoire de classe : c'est ce que Marx affirme dans le *Manifeste*, à un moment où le prolétariat est en train de jeter les bases de sa doctrine et de son organisation politique, et c'est ce que le prolétariat a essayé de réaliser en Europe en 1848, et en France en 1870.

La révolution russe doit être expliquée en tant que révolution d'abord bourgeoise et « populaire », c'est-à-dire en tant que révolution du bloc plus ou moins informé de ces classes infra-bourgeoises. La pénétration de la forme économique industrielle et de l'impérialisme moderne lui-même à l'intérieur de la Russie tsariste ôte à la bourgeoisie son caractère hégémonique dans la révolution populaire et oblige le prolétariat à le prendre à sa place. Ce difficile cycle historique n'a pas pu, en Russie, arriver à son terme, et l'histoire ne nous en a pas fourni d'autres exemples, précisément parce que le lien de la révolution internationale, ce lien indispensable pour qu'une forme de classe pure, fondée sur les économies développées de l'Europe centrale et occidentale, pût conduire la Russie au socialisme, a été brisé.

Il faut bien distinguer la question politique de la question économique. Ainsi le développement (par exemple en Allemagne) des formes industrielles pouvait permettre à la dictature prolétarienne, après la

victoire, de développer des formes économiques non plus mercantiles ni fondées sur l'entreprise, mais tendant progressivement au communisme intégral, et en même temps il aurait accéléré le passage, en Russie, des formes pré-bourgeoises aux formes capitalistes (fût-ce de capitalisme d'Etat) en évitant le suicide de la révolution prolétarienne, qui a eu son expression la plus désastreuse quand on a défini comme « socialiste » une structure qui n'avait pas pu sortir des limites mercantiles et monétaires. Il est évident que seule la force du parti international aurait pu éviter une telle aberration, qui s'est soldée par la ruine de la théorie et de l'organisation communistes. Alors on aurait appelé par leur nom (capitalisme privé, capitalisme d'Etat) certaines formes russes, et on aurait correctement défini comme socialistes les premiers secteurs de gestion sociale sans marchandise, valeur ni échange qui, pour être réalisés dans un pays comme

l'Allemagne ou comme l'Angleterre, ne demandent que des conditions de force politique et non plus de structure économique, même dans l'hypothèse abstraite où peu de pays, et peut-être même un seul, mais à structure complètement industrielle, auraient été attirés dans le cercle de la révolution, et toujours dans le feu de la lutte de la révolution internationale, de l'intervention directe dans la lutte de classes armée des autres pays, en répudiant toute paix, émulation ou coexistence, que les premières déchirures dans le réseau du marché mondial rendront d'ailleurs impossibles.

Le blasphème du stalinisme consiste donc à affirmer que le socialisme économique a été réalisé en Russie et qu'on pouvait, dans la seule Russie féodale, en s'isolant des pays capitalistes avancés, c'est-à-dire de leurs partis prolétariens révolutionnaires, faire autre chose que de passer de la structure féodale à la structure capitaliste.

L'ORIENT CONTEMPORAIN

Venons-en maintenant à la période contemporaine, dans les pays d'Asie, d'Orient et d'Afrique où la révolution anti-féodale et son cycle populaire sont à l'ordre du jour. Ici, en ce qui concerne la tâche de la classe bourgeoise et de la classe prolétarienne à peine née, s'ajoute le problème des luttes contre les impérialismes blancs, qui veulent y importer à la fois la structure industrielle et la domination politique coloniale des métropoles. A plus forte raison encore que dans l'Europe du XIXe siècle, la lutte ne peut qu'être dirigée contre la féodalité despotique traditionnelle à l'intérieur, et contre l'étranger blanc, et il est inévitable que cette polarité de classe parcourue la voie qui, suivant des formes complexes, mène de la révolution populaire et nationale à la révolution prolétarienne et de classe, cette voie que les événements d'Europe (Amérique, Australie, etc.) non seulement n'ont pas abrégée, mais n'auraient pas totalement éliminée même si le prolétariat avait vaincu dans quelques métropoles, au lieu d'être endormi et désarmé comme il l'est, avec la politique hypnotique de la Russie.

A la réunion de Florence (1), on a clairement montré la cécité de ceux qui, lorsqu'ils font un « tour d'horizon » — comme disent stupidement les bourgeois — ne parviennent pas à expliquer le dynamisme qui se manifeste chez les peuples de couleur, contrairement à la soumission de classe manifestée dans les pays de race blanche par le prolétariat, qui ne s'est pas encore réveillé du long sommeil provoqué par la piqûre atroce de la mouche tsé-tsé du plus infâme opportuniste, et qui traverse encore cette phase aussi bien là où Moscou arrive à transplanter la maudite infection, que là où elle n'y arrive pas. Comment expliquer ce phénomène en matérialistes historiques sinon en admettant — fût-ce à la honte de nos partis ouvriers depuis le premier après-guerre — que le potentiel révolutionnaire se développe pleinement dans les classes existant en Orient (bourgeoisie, petite-bourgeoisie, et prolétariat à peine formé), tandis qu'il est absent dans les métropoles en tant que lutte de la classe ouvrière industrielle contre le capitalisme ? Chez nous, le prolétariat ne bouge pas et tourne le dos à la révolution et à la seule voie révolutionnaire, celle de l'internationalisme historique : est-ce un remède de nier

(nous ne disons évidemment pas : de tenter d'arrêter) l'irruption des masses de couleur, sous le prétexte scolastique et philistin qu'elles ne devraient se mettre en mouvement que pour lutter contre le capitalisme, sans passer par la revendication populaire et nationale ? Là-bas, cette revendication est à sa place, et elle est révolutionnaire ; ici au contraire, du fait de la trahison russe, on nous la fait avaler justement dans l'aire et dans le cycle historique où il est possible de la dépasser et de revendiquer la dictature intégrale du seul prolétariat.

L'erreur de ces déplorables amateurs avec lesquels nous devons rompre définitivement pue à la fois le racisme, le stalinisme, et le bas-trotskysme. Elle équivaut à situer la série historique des modes de production chez un unique peuple élu, l'euro-péen de race blanche, qui arrive au socialisme en se fichant du reste du monde, où le socialisme devrait ensuite (si nous y comprenons quelque chose) être injecté par un impérialisme socialiste. En outre, elle réduit l'involution de la Russie à de simples erreurs de manœuvre dans la politique et la conduite de l'Etat, ce qui est une construction totalement anti-déterministe, au lieu de l'expliquer par des raisons relevant de la structure sociale. Et précisément parce qu'elle ne veut voir partout que deux classes opposées dans un antagonisme frontal et balaye toutes les autres, elle voit forcément en Russie une nouvelle classe et une nouvelle forme de production, celle de la bureaucratie d'Etat qui exploite les prolétaires.

Pour sortir de ces ténèbres, nous devons utiliser tout notre matériel de ces dernières années, y compris tout le travail sur la Russie (réunions de Trieste, Bologne, Naples, Gênes) (2), et ces armes doivent être utilisées par tous les camarades.

(1) 26-27 janvier 1958. Voir *Les luttes de classes et d'Etats chez les peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste*, *Il Programma Comunista* n° 3, 4, 5, 6, de 1958.

(2) Voir les textes intitulés *Facteurs de race et de nation, Russie et révolution dans la théorie marxiste*, et *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, dans *Il Programma Comunista* de 1954, 1955, 1956 et 1957.

La grève des Houillères

Pour la bourgeoisie, le « bien-être » des ouvriers devrait découler des progrès de la production. Feignant d'oublier qu'en régime capitaliste, « progrès de la production » signifie renforcement de l'exploitation, despotisme de fabrique accentué, les directions syndicales, tout comme les partis soi-disant ouvriers qui les inspirent, prétendent marier les intérêts de la production nationale, « l'intérêt national » et les intérêts des prolétaires. La récente grève des Houillères de Lorraine confirme une fois de plus à quel degré d'abjection sont tombés les tenants de cette politique de collaboration de classe.

La grève des 500 cheminots-mineurs ainsi que celle des 10.000 mineurs lockoutés pendant la grève des précédents et dont elle a pris le relais, — répondant en écho au mouvement des mineurs anglais contre lesquels le gouvernement Heath appelle à livrer une seconde « bataille d'Angleterre » — sont autant de signes de la détermination des gueules noires de ne pas subir sans broncher l'effort « national » que s'approprie à leur imposer la bourgeoisie au moment où s'aiguise la concurrence et grandissent les disputes avec les autres brigands capitalistes, grands et petits. Et c'est précisément à ce moment que le responsable CGT, Gérard Brucq, se sent obligé de rassurer la bourgeoisie en donnant la garantie que l'opportuniste est à son poste, c'est-à-dire prêt à tenter de plier les prolétaires aux exigences de la « compétitivité » et aux nécessités de « l'indépendance énergétique » :

« Si la France le leur demande, les mineurs sont prêts à ga-

gner la seconde bataille du charbon, comme ils ont remporté la première au lendemain de la libération. Mais il faut au préalable que le gouvernement renonce à sa politique de liquidation, qu'il embauche de jeunes mineurs et que, pour cela, il revalorise du tout au tout notre profession » (cf. *Le Monde* du 24-1-74).

Est-il possible de faire sa sale besogne de larbin avec plus de cynisme ? C'est un fait que les mines de Lorraine sont loin d'être un paradis pour les travailleurs : malgré l'augmentation du rythme et de l'intensité du travail, le rendement plafonne à moins de 3 tonnes par jour et par mineur pour la bonne raison que les veines sont de plus en plus difficiles à exploiter. Le résultat est que, de l'aveu même du bonze Brucq, « en 1972, il y a eu 15 % d'accidents de plus qu'en 1971 ». Ce qu'il faut par conséquent, c'est... remplacer les vieux mineurs usés qui sont moins productifs par des jeunes prolétaires encore frais, et qui, par les malheurs de la concurrence, sont condamnés à aller travailler en Allemagne où les salaires sont plus élevés, au lieu de se faire tanner la peau dans les mines « nationales » et, qui plus est, « nationalisées » !

Il faut donc « revaloriser la profession » des mineurs, et même augmenter les salaires puisque les mines ont besoin de bras. Bref, la meilleure « garantie » contre le capital a cessé d'être l'organisation et la solidarité prolétariennes qui visent à surmonter la concurrence entre les travailleurs ; ce serait... la loi de l'offre et de la demande !

C'est aussi la raison pour laquelle la grève ne serait plus

l'arme des ouvriers résistant à l'exploitation, mais qu'il faudrait lui substituer la négociation où l'on discute avec le patron du point d'intersection exact de l'offre et de la demande. C'est ainsi que les 10.000 mineurs de Lorraine n'étaient en grève, aux dires des syndicats, que « pour faire respecter leur droit », uniquement pour se faire payer les jours de lock-out, le tout enrobé des litanies patriotardes sur la « revalorisation de la profession ». C'est ainsi qu'après avoir fait des pieds et des mains pour faire reprendre le travail aux mineurs cheminots sous le prétexte de « solidarité avec les mineurs lockoutés », il fallut que les 10.000 mineurs reprennent le travail une fois que l'on était « revenu au point de départ ». Mais, s'indigne *L'Humanité* du 28-1-74 « quinze jours de production (600.000 tonnes de charbon) perdues pour rien ! Quel gâchis ! »

Ce qui a été passé sous silence, c'est que *parallèlement à cette grève, mais sans que les syndicats l'utilisent comme levier*, se déroulaient aux Charbonnages des négociations salariales initialement prévues pour le 23 mais repoussées au 25 pour avoir plus de calme.

Voilà le résultat désastreux de la politique de collaboration de classe : gaspiller les énergies prolétariennes, châtrer la classe de sa seule force, l'union et la solidarité dans la lutte contre le capital.

Les énergies et la combativité ouvrières ne peuvent servir d'arme efficace de résistance au capital sans un combat résolu contre l'orientation réformiste et opportuniste, pour être mises au service de l'émancipation du joug du capital.

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 61

Sommaire :

- La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme.
- Cours mondial de l'impérialisme.
- Note de lecture : les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

Le numéro : 3 F. Commandes au « Prolétaire ».